

La légalité

Par David Vincent

a) LE DROIT CIVIL/MARITIME

Le droit civil provient du droit phénicien et date de l'an 1500 avant J.C. Grands armateurs, les Phéniciens faisaient face à deux problèmes : la mutinerie à bord (rébellion de l'équipage) et la perte de leur marchandise (pillage par des pirates).

Ils inventèrent un subterfuge qui apportait la solution : le MEMBERSHIP (membre du bateau).

Le droit maritime était né, par la création d'un nouveau type de personne qui n'était pas une personne physique . Le statut des marins fut réduit à celui de membre (bras, jambe) d'une personne artificielle, le bateau, dont le capitaine était le cerveau . Comme pour un corps humain, les membres/marins ne pouvaient dès lors rien faire sans l'ordre du cerveau/capitaine, auquel ils devaient obéissance aveugle.

Le bateau devenait un énorme corps, une CORPORATION, mot anglais pour désigner une société anonyme .

Le droit maritime consacra la DICTATURE ABSOLUE DES MARINS dont ils pouvaient maintenant disposer selon sa volonté . De plus, il libéra l'armateur de sa responsabilité face à la marchandise qu'il transportait .

De là naquit l'IRRESPONSABILITÉ et l'IMPUNITÉ des politiciens et des actionnaires d'une société anonyme .

En effet, cette personne artificielle, appelée dans le droit civil PERSONNE MORALE, ne pouvait être tenue responsable, car elle n'existait pas physiquement .

Dorénavant, le bateau servirait de paravent au propriétaire, au capitaine et aux marins, les protégeant des poursuites auxquelles ils auraient dû faire face autrefois en vertu du DROIT COUTUMIER .

Ils obéissent maintenant aux ordres de leur supérieur .

L'empire romain mis rapidement ce système légal à son service, créant en l'an + 529 , le CORPUS JURIS CIVILIS (corps de lois civiles) pour mieux gérer les citoyens romains . Ce code civil influença fortement le DROIT CANONIQUE de l'église chrétienne .

Toute l'Europe continentale adopta le droit civil romain, sauf les pays du Commonwealth qui restèrent assujettis à la common law .

La différence fondamentale entre les deux reste qu'en droit civil, à l'inverse de la common Law, la personne est considérée coupable jusqu'à preuve du contraire .

Après la Révolution française, Napoléon imposa son CODE CIVIL NAPOLÉONIEN 1804, qui servit de base aux codes civils d'Europe et d'Amérique Latine . Les lois des codes civils furent

appelés LOIS STATUTAIRES . Les pays socialistes et Communistes ont plus tard adapté ce code civil à leurs besoins .

b) LE DROIT DES SOCIÉTÉS (CORPORATIONS)

Aux États-Unis, en 1968, tout juste après la guerre civile, on vota le 14ème amendement de la Constitution . Cette loi prétendait abolir l' esclave au pays tout entier en instaurant un nouveau type de société commerciale, la PERSONNE MORALE, propriété de l' État . Depuis ce temps, une société est une personne morale et une personne morale est une société . Cette société possède des DROITS IDENTIQUES À CEUX D'UN INDIVIDU :

- 1) Elle bénéficie des mêmes droits légaux.
- 2) Elle peut vendre et acheter des biens .
- 3) Elle peut emprunter de l'argent .
- 4) Elle peut poursuivre et être poursuivie en cour .
- 5) Elle fait des affaires .
- 6) Elle est un membre de notre société .

De plus, une société possède légalement des DROITS QUE LES INDIVIDUS N'ONT PAS :

- 1) Elle a les droits des personnes immortelles .
 - 2) Elle n'a pas de conscience morale (au contraire de son nom) .
 - 3) La loi l' oblige à placer les intérêts financiers de ses actionnaires avant le bien être de la communauté .
 - 4) Elle ne s' intéresse qu' aux bénéfices à court terme de ses actionnaires .
 - 5) Elle s' assure que le public paye les coûts externes, les factures liées à son impact sur la société .
- » Elles n'ont pas d' âme à sauver, ni de corps à incarcérer » Baron Thurlow .

Dès lors, chaque personne est devenue une société de type » personne morale individuelle « , gérée par LE DROIT COMMERCIAL MARITIME . Le tout commence à ma naissance, quand mon corps sort de celui de ma mère en glissant sur les eaux de son canal utérin . Grâce à cette définition légale, le bébé peut être considéré comme une marchandise provenant d'un bateau . Son acte de naissance est conservé dans un édifice situé dans un port maritime . Ni mon corps, ni mon nom, ni mes enfants ne m' appartiennent . Tout citoyen est une société qui relève d' une plus grande société, elle même assujettie à une société plus grande ... jusqu'à la maison mère, la Couronne .

Le pays, c'est le bateau, le président du pays, le capitaine du bateau, le maître absolu à bord, le citoyen le membre du bateau, le rameur de la galère, l' esclave qui demande sécurité et protection ; la COURONNE, l' armateur, le propriétaire du bateau pour le bénéfice duquel tout le monde travaille .

Depuis des millénaires, le droit maritime a évolué et nous amène inexorablement vers un code légal international de type commercial gérant tous les domaines de la vie privée . La conférence de la Haye 1893 sur le droit privé international, le UNIFORM COMMERCIAL CODE (UCC) des États-Unis 1952 et la commission des Nations Unies pour le droit commercial international CNUDCI 1966 organisent la prise de pouvoir totale des grosses sociétés sur le monde, dont chaque citoyen sera un rouage de la grande mécanique !

c) LA LOI DES CONTRATS

Grâce à ce subterfuge légal de placer personnes, gouvernements, syndicats, associations, villes, églises, clans etc ... sous le droit des sociétés, tout est permis au nom du droit à la concurrence : pollution, pillage, homicides, génocides, esclavage . C'est le paradis de l'exploitation, sans aucune limite de pouvoir et de profits pour ceux qui tirent les ficelles . La personne physique en chair et en os (légitime) ignore qu'elle a une deuxième identité (corporative) de personne morale soumise aux lois commerciales . En toute bonne foi, elle signe des documents légaux faits au nom de cette personne morale en croyant qu'il s'agit d'elle, car elle porte son nom . Par sa signature, elle endosse cette personne artificielle et accepte, de part la loi des contrats, d'en être responsable/garante et de suivre à la lettre les lois commerciales auxquelles elle est liée .

Selon le droit commercial, toute transaction entre deux personnes est un contrat, à condition que les trois règles de base soient respectées . On les résume par l'acronyme CDC :

CONSENTEMENT ÉCLAIRÉ ET VOLONTAIRE

DIVULGATION DES TERMES ET CONDITIONS

CONTREPARTIE VALABLE

Signatures (les 2 parties) Date

Selon Mary Croft, » la loi des contrats est la seule loi . Aucun droit constitutionnel, déclaration des droits, charte des droits et libertés, code, règles et règlements, ordonnance, lois statutaires ou toute autre chose que la plupart des gens prennent pour des » lois » ne s'applique à des personnes libres souveraines (désigne ici la personne physique sous juridiction de la common law) . Elles concernent toutes des entités corporatives (personnes morales) . Sans contrat, il n'y a pas de cause . LE CONTRAT EST LA LOI ! »

Si le système légal est basé sur les contrats, je ne suis responsable de rien puisque je n'étais pas au courant et que le 1er élément est le consentement éclairé et volontaire . En effet, je n'étais pas au courant quand j'ai signé comme conductrice automobile (permis de conduire) qui s'engage à suivre le code de la route, je n'étais pas au courant quand j'ai signé comme contribuable (déclaration de revenus) qui promet de payer des impôts chaque année . Pour ces contrats et tous les autres que j'ai signé inconsciemment, je ne connaissais pas non plus les termes et conditions, je n'obtenais pas de contrepartie valable en retour et il manquait une signature . Tout est FAUX, mais JE SUIS COUPABLE, À MOINS DE PROUVER LE CONTRAIRE !

Petit résumé détaillé de la duperie de l'identité fictive qui nous soumet à obligations légales ...

Comparons maintenant légitimité et légalité, la grande confusion !!!